

CADRE JURIDIQUE GLOBAL

Toutes ces réformes et politiques doivent être accompagnées, inéluctablement, par le **renforcement international de la légalité démocratique** et de la capacité pour éliminer l'impunité à l'échelle mondiale en matières de droit pénal, civil, économique, social et de l'environnement. Pour cela il faut **avancer vers un cadre juridique mondial de portée universelle**, en assurant l'application de l'actuelle système de traitées internationales, en renforçant les institutions internationales existantes, en créant celles qui seraient nécessaires pour d'autres domaines, et en donnant à chacune d'entre elles les mécanismes exécutifs appropriés et nécessaires.

Le système des institutions internationales doit aborder, urgemment, la mise en place d'un cadre qui puisse garantir la pluralité des informations dans le monde.

Finalement, il faut souligner que seulement si l'égalité de genre imprègne toutes ces propositions nous avancerons vers un autre monde possible.

Londres, 1er avril 2004

Cette déclaration recueille une série de propositions débattues les deux dernières années dans le contexte de la "Campagne Mondiale pour une réforme en profondeur du Système des Institutions Internationales", de ses actes de présentation et consultation publique dans le sein de la société civile mondiale et des contacts avec d'autres processus avec objectifs similaires -comme le Forum Internationale de Montréal-, International Facilitating Group on Financing for Development, Global Progressive Forum, le projet sur la Gouvernance du Monde, etc. Nous ne prétendons pas à ce que ce soit une proposition fermée, mais le commencement d'un débat et la diffusion de propositions de réforme du système des institutions internationales, et, initialement, elle compte avec le soutien de :

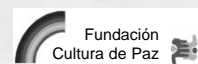
Federico Mayor
Boutros Boutros Ghali
Javier Pérez de Cuéllar
Mario Soares
Danielle Mitterrand
Rigoberta Menchú
Adolfo Pérez Esquivel
Joseph Rotblat
Susan George
Gertrude Mongella
Aminata Traoré
William Pace
Cándido Grzybowski
Roberto Savio
Willy Thys
Mohammed Fayek
Edgar Morin
Samir Amin
Nadia Johnson
Jorge Brovetto
David Held
Johan Galtung
Jim Garrison
Fatma Alloo
François Houtard
John Foster
Seonghoon Lee
Miquel de Paladella
Simon Burall
Sean O'Siochru
José Vidal-Beneyto
James E. Hug
Alex Wilks
Jorge Nieto
Lois Barber
Martí Olivella
Carlos Tunnermann
Félix Martí
Ricardo Díez-Hochleitner
Mary-Wynne Ashford
Agustí Colomines
John Trent
Anaisabel Prera
Josep Ferrer
Rocio Valdeavellano
Ferran Requejo
Josep Xercavins

Fundação Mario Soares
France Libertés
Prix Nobel de la Paix
Prix Nobel de la Paix
Prix Nobel de la Paix
Écrivain
Advocacy for Women in Africa
African Social Forum
World Federalist Movement
IBASE
Inter Press Service
World Confederation of Labour
Arab Organisation for Human Rights
Association pour la Pensée Complexe
Forum du Tiers Monde
Women's Environment and Development Organisation
Asociación de Universidades Grupo Montevideo
LSE
Transcend
State of the World Forum
Development of Alternatives with Women for a New Era
Centre Tricontinental
North-South Institute
Pax Romana ICMICA
Global Movement for Children
One World Trust
Communication Rights in the Information Society
Collège des Hautes Etudes Européennes Miguel Servet
Centre of Concern
Bretton Woods Project
Centro Internacional para una Cultura Democrática
EarthAction
Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire
Instituto Latinoamericano de Educación para el Desarrollo
LinguaPax Institute
Emeritus President Club of Rome
Past Co-president International Physicians for the Prevention of Nuclear War
Centre UNESCO de Catalunya
University of Ottawa
Fundación para una Cultura de Paz
Universitat Politècnica de Catalunya
Jubileo
Universitat Pompeu Fabra
Secretariat Ad Hoc du Forum UBUNTU

Pour plus d'information sur la Campagne Mondiale, visitez le site internet www.reformcampaign.net où vous pourrez lire le " Manifeste pour la Réforme en profondeur du Système des Institutions Internationales ", axe principale de cette Campagne Mondiale. Le site internet permet l'adhésion ouverte au manifeste et à cette déclaration avec pour objectif de présenter les propositions à la considération de l'Assemblée Générale des Nations Unies dans l'avenir. Tel. +34 93 413 77 73 / Fax +34 93 413 77 77 UBUNTU - UPC - Jordi Girona 29, Nexus II 08034 Barcelona - Spain

RÉFORMES DU SYSTÈME DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES POUR RENDRE POSSIBLE UN AUTRE MONDE

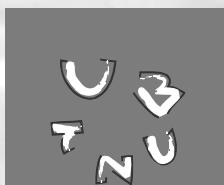
Promu par:



Reforme des Institutions Internationales

Campagne Mondiale pour une Réforme en profondeur du Système des Institutions Internationales

Avec le soutien de:



DÉCLARATION DE LONDRES 1ER AVRIL 2004

En raison de l'acte de présentation à Londres de la " Campagne Mondiale pour la Réforme en profondeur du Système des Institutions Internationales, nous appelons tous les citoyens et citoyennes du monde, tous les peuples, et, en spécial, ces dirigeants, pour qu'ils poussent, résolument, à la création d'un processus de réforme en profondeur du système des institutions internationales qui rende possible un cadre de gouvernabilité juste et démocratique qui soit en mesure de préserver les générations actuelles et les prochaines contre la guerre, la pauvreté, l'injustice, la tendance vers l'uniformisation culturelle et la dégradation de l'environnement.

DÉCLARATION DE LONDRES

1ER AVRIL 2004

CONTEXTE

Le processus de mondialisation fait augmenter l'interdépendance des problèmes mondiaux. Les marchés sont de plus en plus mondiaux mais le pouvoir d'influence des institutions politiques nécessaire pour un fonctionnement démocratique, équitable et efficace diminue chaque jour. Nous assistons à l'expansion de politiques appliquées par les institutions économiques globales qui priment les marchés en détriment de celles qui défendent un développement humain durable comme les prévus suite aux sommets des NNUU des années 90 et du Millénaire.

La débilisation et la marginalisation du système des institutions internationales en matière de paix et de sécurité nous ont conduit à l'usage unilatéral de la force pendant les derniers épisodes armés (Irak, ...). Au lieu d'encourager la résolution des conflits à travers des processus et normes établis par les NNUU, les intérêts de la principale puissance mondiale à travers la supériorité militaire, en semant la violence dans tout le monde.

L'actuel système des institutions internationales, crée il y a plus de cinquante ans - un fait très positif pour l'histoire de l'humanité-, subit d'importantes manques qui l'empêche d'affronter ces graves problèmes actuels. **Pour cela, il est nécessaire de réformer les institutions internationales pour qu'elles puissent à nouveau contribuer à la création d'un monde plus juste, équitable, divers, durable, libre et pacifique, tout comme pour garantir l'application de nouvelles politiques qui recherchent les grands objectifs de la démocratie globale et la promotion des droits humains, la paix, la sécurité dans tout le monde, le développement humain durable et la diversité culturelle, ainsi que le cadre juridique global.**

DÉMOCRATIE MONDIALE ET DROITS DE L'HOMME

La **démocratisation** des institutions internationales est une des priorités du processus de réforme. Les institutions internationales doivent agir conformément aux différents intérêts, besoins et aspirations de tous les citoyens du monde, ce qui implique une redistribution juste du pouvoir entre les pays du nord et du sud, de même que la mise en marche de nouvelles possibilités effectives de représentation et de participation des citoyens, de la société civile, des différents niveaux du gouvernement, etc. dans les forums et institutions internationales. La transparence, la reddition publique des comptes, la déconcentration des pouvoirs et le principe de subsidiarité doivent être des caractéristiques fondamentales de cette démocratisation. Mais la démocratisation ne concerne pas seulement les questions de processus sinon qu'il exige le respect et la promotion des droits fondamentaux des citoyens recueillis dans la déclaration universelle des **Droits de l'Homme** et son développement.

Il est nécessaire que les citoyens du monde aient une représentation directe aux institutions internationales¹, et que se ne soit pas un droit réservé aux états à l'Assemblée Générale des NNUU. L'A.G. des NNUU devrait évoluer, avec une unification progressive des autres assemblées et conférences générales existantes, jusqu'à jouer un rôle principal dans le système, posséder de l'autorité pour adopter des résolutions obligatoires et un contrôle effectif sur les autres organes, agences, fonds, programmes et institutions du système.

Tous les acteurs de l'arène mondiale doivent avoir une participation effective dans les institutions internationales², et il faudra prendre en compte plusieurs formes de représentation pour chacune d'entre elles.

¹ D'après avec une proposition assez vaste, le travail pourrait se diriger vers la création d'une **assemblée parlementaire** qui pourrait faire des recommandations, exercer un contrôle parlementaire sur les organes du système et participer à la mise en œuvre de normes internationales.

² D'après l'exemple de fonctionnement d'une des plus anciennes institutions internationales -l'Organisation Internationale du Travail-, aller vers la création d'assemblées spécifiques qui garantissent la participation des différents niveaux de gouvernement et des acteurs de la société civile, comprise dans un sens large, dans les institutions que les incombent.

PAIX ET SÉCURITÉ

Les institutions internationales doivent améliorer substantiellement leur capacité pour prévenir les conflits et maintenir la paix. Pour cela il est nécessaire de travailler vers un système collectif de sécurité humaine qui réussisse la désmilitarisation progressive et l'utilisation de mécanismes juridique, d'arbitrage, etc. pour la résolution des conflits. Les organes chargés de régler les matières de paix et de sécurité doivent recueillir d'une forme équilibrée les perspectives de tout le monde et être capable de faire respecter ses décisions.

Pour cela, l'actuel conseil de sécurité doit se réformer et passer sous la supervision réelle de l'A.G. des NNUU, et doit compter avec une représentation de toutes les régions du monde. Il est nécessaire de limiter l'usage du droit de veto à quelques questions, avec la volonté d'évoluer vers son abolition et vers un système de majorité qualifiées en matières de grande importance.

Ces réformes devraient rendre possible la résolution effective de tous les conflits, le développement de mécanismes effectifs de prévention des conflits -avec la participation des organisations régionales - et l'existence d'une force de paix effective mondiale. Tout cela doit être accompagné d'un processus global de désarmement -en spécial, de l'armement non conventionnel mais, en général, de tout genre- et la récupération définitive d'un climat de confiance entre tous les pays du monde.

DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE ET DIVERSITÉ CULTURELLE

Les institutions internationales doivent aussi améliorer leur capacité de gestion macroéconomique mondiale moyennement des **politiques financières, économiques, commerciales, sociales et de l'environnement** qui tiennent en compte les intérêts de tout le monde, et en particulier celui des plus faibles. Pour être capable de solutionner tous les graves problèmes de pauvreté et d'injustice dans le monde, toutes ces politiques doivent s'aborder d'une manière intégrée et coordonnée et doivent être se soumettre aux Droits de l'Homme. Il est incontournable d'établir une hiérarchie dans la législation internationale qui encourage la cohérence entre les politiques économiques et les droits sociaux et les problématiques de l'environnement.

Pour tout cela, des mécanismes de coordination de politiques mondiales financières, économiques, sociales et de l'environnement devront se mettre en marche. Une proposition qui a reçu un grand soutien de la part de plusieurs secteurs est celle de réformer l'actuelle ECOSOC (Conseil économique et social) pour le convertir en un Conseil de Sécurité Economique, Social et Environnemental avec autorité effective sur les agences, fonds et programme des NNUU, les Institutions de Bretton Woods et l'Organisation Mondiale du Commerce. Le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale devraient retourner à leur mandats originaux (équilibre monétaire et macroéconomique mondial -FMI- ; reconstruction et développement -BM-), établir un processus de prise de décisions démocratique et les intégrer définitivement dans le cadre des NNUU. L'Organisation Mondiale du Commerce doit se refonder dans le sein des NNUU et, avec la UNCTAD, dessiner des politiques commerciales mondiales cohérentes avec les DDHH et les régulations sociales et de l'environnement à niveau mondial. Dans ce contexte, les NNUU doivent affronter urgemment l'établissement d'un cadre régulateur des flux financiers mondiaux.

Ces réformes devraient rendre possible la solution définitive des problèmes de la dette externe, éliminer les paradis fiscaux, établir des mécanismes de coopération fiscale mondiale et taxes globales, ainsi que promouvoir l'augmentation de l'Aide Officielle au Développement. Tout cela permettra co-financier le fonctionnement des institutions internationales et établir des fonds de cohésion mondiales pour le développement. Seulement de cette manière l'accomplissement des Objectifs du Développement du Millénaire pourra être garanti et encourager le vrai développement humain durable qui préserve aussi bien le patrimoine que la diversité culturelle et de l'environnement de la planète.